



Sortir de la crise c'est possible ! Oui à l'augmentation des salaires, de l'emploi, de la formation, oui à une protection sociale de haut niveau

Les politiques d'austérité, imposées et mises en place dans tous les pays d'Europe, ont montré leur inefficacité totale! En effet, la France vient de rentrer en récession ! Ce n'est donc pas la bonne solution !

Par ailleurs, malgré cette inefficacité avérée, la Commission Européenne vient d'exiger de la France des réformes destructrices pour l'économie et le pouvoir d'achat des salariés, des privés d'emploi et retraités, en contrepartie le calendrier de réduction du déficit public serait rallongé.

Exemples :

- ↪ Blocage des salaires des agents de la fonction publique,
- ↪ Allongement de la durée de cotisation pour les retraites,
- ↪ Passage des 6 derniers mois de salaires aux 10 dernières années pour les fonctionnaires pour le calcul de leur pension,
- ↪ Suppression du Contrat à durée indéterminée,
- ↪ Procédure de licenciement facilitée,
- ↪ Recours au Conseil de Prud'hommes restreint et payant...

Face à une campagne patronale visant à culpabiliser les salariés sur le coût du travail, la CGT a décidé de parler du vrai responsable de

la crise : le grand patronat, celui qui détient le capital !

En effet, on constate que les dividendes versés aux actionnaires ont augmenté plus de 20 % en trente ans, (+2,4 % pour les salaires de 1960 à 2004) c'est autant d'argent qui n'est pas investi dans les salaires, la formation, la recherche et l'évolution technologique.

Or, dans une entreprise, ce sont bien les salariés qui créent les richesses et non les actionnaires qui eux, se l'accaparent.

Par ailleurs, dans grand nombre de branches professionnelles, les augmentations salariales sont faibles voir inexistantes, il n'y a plus d'embauche stable, pire, des emplois sont supprimés à tour de bras : Segem Macbo, Mod8, Labso Chimie, Sanofi, Brisson, Mondy,... !

Or, ce dont ont besoin notre pays aujourd'hui et l'Europe, ce sont des emplois stables, bien rémunérés, au service du développement industriel et des services publics.

Le changement passera par un contrat social européen, une hausse immédiate des salaires et des pensions, un nouveau statut du travail salarié et une protection sociale professionnelle.

De l'argent il y en a !!! N'en doutons plus

Comment cela est possible :

- ↳ Obtenir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes : 52 milliards d'euros dans les caisses de la protection sociale,
- ↳ Réorienter les 200 milliards d'aides dont bénéficient les entreprises sans contreparties,
- ↳ Mettre à contribution les revenus financiers c'est-à-dire ceux détenus par les actionnaires et qui circulent sur les marchés financiers et ne servent donc à rien,
- ↳ Avoir une meilleure répartition des richesses : augmenter les salaires, les pensions, les minimas sociaux et donc baisser les dividendes versés aux actionnaires,
- ↳ Utiliser les fonds publics pour financer les Services Publics (bien commun à tous) : école, hôpitaux, transports en commun, services administratifs
- ↳ Interdire les licenciements boursiers c'est-à-dire ceux qui ont lieu même si l'entreprise dégage des bénéfices,
- ↳ Arrêter les exonérations de cotisations sociales car elles financent la protection sociale (maladie, famille, retraite) accessible à toutes et tous,
- ↳ Elargir l'assiette des cotisations sociales à l'épargne salariale : intéressement, participation, primes diverses...

Dans ce contexte, les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, UNSA membres de la Confédération européenne des syndicats s'inscrivent dans la campagne décidée par cette dernière en vue du Conseil Européen des 27 et 28 juin 2013 qui doit examiner une feuille de route pour une dimension sociale de l'Union économique et monétaire (UEM).

Elles appellent à participer au rassemblement qu'elles organiseront à Paris le 19 juin, jour de la rencontre de la Secrétaire générale de la CES et des Secrétaires généraux et présidents des organisations françaises avec le Président de la République et veille de la conférence sociale.

En Gironde comme en France, les actions se multiplient ces derniers temps :

- ↳ le 3 juin à la CARSAT (caisse de retraite) ;
- ↳ le 6 juin : grève des travailleurs sociaux du Conseil Général ;
- ↳ le 11 juin, journée d'action des travailleurs de l'Etat pour la reprise des embauches et les augmentations de salaires ;
- ↳ le 13 juin, journée d'initiatives et de grève des cheminots, des salariés des activités postales et télécom, des personnels de l'Energie ;
- ↳ le 15 juin, manifestation de salariés de la santé à Paris ;
- ↳ **Les syndicats du secteur aéronautique étatique et privé de la région Aquitaine préparent également une semaine d'initiatives pendant le salon du Bourget du 17 au 21 juin, avec un temps fort le 19 juin pour lequel un rassemblement est prévu place Pey Berland avec un bureau d'embauche.**

Au vu de toutes les mobilisations qui ont lieu, l'Union Départementale CGT 33 appelle à poursuivre cette dynamique de lutte et à se mobiliser massivement en participant au

Rassemblement Mercredi 19 juin 2013 à 11h30 Place Pey Berland

Des bureaux d'embauches fictifs seront installés et un moment convivial sera organisé autour d'une plancha.